

Léon Trotsky, la montée du nazisme et les relations germano-soviétiques, par Jean P. Joubert

N' y aurait-il pas chez Trotsky des silences éloquentes ? La question peut paraître saugrenue tant il est vrai qu'il semble difficile de trouver trace chez lui d'une écriture secrète. De ce point de vue, la partie « *fermée* » des archives de Harvard a révélé des secrets et même des mensonges bien compréhensibles — sur ses liens clandestins avec l'U.R.S.S. par exemple — conduit à ouvrir à nouveau des dossiers considérés comme clos, mais n'a pas fait apparaître un autre personnage. Il reste qu'il existe une censure fondamentale et volontaire : jusqu'à son dernier souffle, Trotsky est resté un patriote soviétique et s'est interdit de révéler les secrets d'Etat de l'Union soviétique concernant les services de renseignement, la diplomatie et l'armée, secrets dont il était détenteur, compte-tenu de ses importantes responsabilités passées. (1)

Quelles sont les implications de cette censure ?

On connaît ses textes étincelants analysant avec une lucidité sans pareille à son époque la réalité du danger nazi et sa critique implacable de la politique du parti communiste allemand. Ces textes des années 1930-1933 renouent avec les proclamations de la Révolution russe et de la guerre civile. Dans ces textes, Trotsky ne se contente pas d'analyser, il combat pied à pied pour tenter jusqu'au dernier jour de modifier une politique dont il est persuadé qu'elle conduit au triomphe de la barbarie et la guerre. C'est Staline qui dicte au parti communiste allemand cette politique. Trotsky le sait et le dit. Mais Staline se trompe-t-il ? Sa politique est-elle le résultat d'« *erreurs* » ? Trotsky l'écrit souvent. Mais quelles sont les racines de ces erreurs ? N'y-a-t-il pas à cette politique des « *raisons* » et notamment des préoccupations de politique étrangères ? Assez curieusement, sur ce point, Trotsky n'est guère prolix.

Du K.P.D. : gauchisme et nationalisme

La campagne pour le référendum du 9 août 1931 en Prusse est sans doute l'aspect le plus spectaculaire de la politique communiste durant les années de l'ascension de Hitler. Déclenchée à l'initiative du Casque d'Acier, émanation officieuse de la Reichswehr, dans le but d'obtenir la dissolution du Landtag et le renvoi du gouvernement social-démocrate de Prusse, elle voit le parti communiste lutter côte à côte avec les nazis et le Casque d'Acier contre la social-démocratie.

En 1931, cette politique n'est pas entièrement nouvelle.

Depuis 1928, l'Internationale communiste s'est engagée dans une politique dont il est difficile de dire si elle doit être qualifiée d'« *ultra-gauche* » ou d'« *ultra-droite* ». (2) La situation est caractérisée comme « *révolutionnaire* » et la social-démocratie, baptisée « *social-fasciste* », présentée comme l'ennemi principal. Cette féroce attaque de la social-démocratie est complétée par le développement des thèmes les plus nationalistes.

En 1929, le K.P.D. s'engage dans une vigoureuse campagne contre le plan Young. Le 16 octobre, le Comité central publie une importante déclaration assurant que la question des réparations ne pourrait être résolue que par l'« *annulation violente, bolcheviste, de tous les traités de pillage* ».

La déclaration en dix points du Bureau politique du 4 juin 1930, puis la « *déclaration-programme pour la libération nationale et sociale du peuple allemand* » du 24 août 1930 pour les élections reprennent

thèmes et mots d'ordre de l'extrême-droite nationaliste au point que le *Volkischer Beobachter* écrit qu'avec « *sa politique de libération* », le parti communiste allemand a « *volé le programme nazi* ».

Alors que l'extrême-droite nazi inonde le vocabulaire politique de dérivés multiples du mot « Volk », le parti communiste fait sien le mot d'ordre de « **Volksrevolution** » officiellement reconnu comme mot d'ordre stratégique par le Comité central de janvier 1931, abandonne toute référence de classe, insiste sur sa position « *réaliste* » vis à vis de la guerre et met en avant les qualités militaires du prolétariat et la nécessité de créer une Armée rouge. (3)

Le « *cours Scheringer* » met en pratique cette orientation. (4) La cause du lieutenant Scheringer était la révolution nationale. A la recherche d'un Führer capable de prendre la tête d'une conspiration, il avait contacté les principaux dirigeants nationalistes et tenté de savoir s'ils étaient décidés à s'engager, contre le diktat de Versailles et la politique d'exécution, (5) à renverser le gouvernement. Arrêté en mars 1930, Scheringer est condamné en septembre à un an et demi de forteresse. Durant le procès, le responsable communiste Heinz Neumann et Goebbels se seraient rencontrés en secret. (6) Selon une rumeur, Neumann aurait demandé à Goebbels de changer l'orientation du parti nazi et de détourner ses violences de l'Union soviétique pour les diriger contre la France. Il aurait affirmé à ses interlocuteurs que l'Armée rouge était prête à jouer en Allemagne le rôle d'une armée de libération et insisté pour que cesse une guerre « *fratricide* ».

Les contacts avec les chefs nazis se poursuivent au grand jour début janvier 1931. Le 6, dans la Müllestrasse, au local de la revue du Comintern, *Rote Aufbau* (Construction rouge), Willy Münzenberg reçoit les chefs S.A. Otto Strasser et Karl Otto Paetel. Dans la prison berlinoise de Moabit, Scheringer s'est lié avec les dirigeants communistes également incarcérés, en particulier, Heinrich Kurella, directeur d'*Imprekor*, la revue de l'Internationale communiste.

Le 18 mars 1931, le député communiste Kippenberger, responsable de l'appareil militaire du K.P.D. lit au Reichstag une déclaration du lieutenant Scheringer annonçant son ralliement « en tant que soldat au front du prolétariat prêt à se défendre » (*Wehrhaft*). Scheringer rappelle son combat pour la libération nationale et sociale du peuple allemand, accuse le parti national-socialiste d'avoir trahi le socialisme et l'intérêt national et affirme que la libération ne peut être réalisée que par l'alliance avec l'Union soviétique et la destruction du système capitaliste en Allemagne au moyen de la guerre révolutionnaire de défense de la patrie prolétarienne contre les Etats impérialistes et les troupes d'intervention: « *C'est nous qui sommes par excellence le parti de la guerre. Nous ferons la guerre de façon vraiment révolutionnaire* ». (8) Dans cette déclaration, manifestement préparée avec les services de Kippenberger, Scheringer rappelle que la fraction communiste au Reichstag a déclaré lors de la discussion sur le budget militaire, que les communistes sont pour la « *mise en état de défense* » (*Wehrhaftmachung*) « *de tout le peuple travailleur allemand* », pour une « *armée allemande prête à se battre et à combattre* ».

En juillet 31, le cours Scheringer s'incarne dans une revue, *l'Aufbruch*, « *Le Départ* », « *feuille de combat dans le sens du lieutenant Scheringer* ». *L'Aufbruch* associe des responsables communistes comme Kippenberger avec Scheringer, d'anciens chefs nazis et d'ex-officiers dont le comte Stenbock-Fermor, un ancien des corps francs de la Baltique qui s'était autrefois vanté d'avoir participé à des atrocités anti-bolcheviques. L'un des premiers articles du premier numéro de *l'Aufbruch*, signé par Heinrich Kureka, l'ancien compagnon de captivité de Scheringer, s'intitule « *Communisme et nation* » et les cercles de *l'Aufbruch* organisent des conférences sur des sujets tels que « *Reichswehr et Armée rouge* ».

Trotsky contre le National-communisme

Le 25 août 1931, Trotsky, en exil à Prinkipo, écrit un article au titre significatif : « *Contre le national-communisme. Les leçons du plébiscite « rouge »* » (*Gegen den Nationalkommunismus. Lehren der « Roten » Volksentscheids*). Assez curieusement, cet article a été traduit en français avec le titre de « *Contre le national-socialisme* », (9) une traduction inacceptable puisque Trotsky n'y polémique pas contre le national-socialisme mais contre la politique communiste de concessions aux nazis. Les guillemets en « *rouge* » ont aussi toute leur importance : il s'agit pour Trotsky de dénoncer la décision du K.P.D. d'appeler à voter avec les nazis et le casque d'Acier en baptisant « *rouge* » le référendum qualifié de « *brun* » par les nazis, comme si un changement de couleur suffisait à modifier le contenu du vote.

En reprenant en 1931 le titre de « *Contre le National-communisme* ». Trotsky, de toute évidence, renoue volontairement avec la polémique conduite dix ans plus tôt par Radek, Thalheimer et Lénine contre le « *National-bolchevisme* » du groupe de Hambourg dirigé par Laufenberg et Wolffheim. (10)

C'est la peur du nazisme depuis que ce dernier est devenu un mouvement de masse, qui selon, lui conduit le parti communiste allemand à faire, avec la politique de libération, « *un nouveau tournant en arrière et à droite de la tactique de la troisième période* ». Rejetant la seule défense efficace à ses yeux, la réalisation du front unique de la classe ouvrière qui exige l'abandon de la théorie « *du social-fascisme* » et la « *recherche d'accords avec diverses organisations et fractions social-démocrates* », la direction du parti communiste allemand s'engage dans la politique « *la plus fausse* », « *la plus dangereuse* », celle qui consiste à « *s'adapter passivement à l'adversaire, à prendre ses couleurs* », à s'efforcer de le dépasser « *à la criée aux enchères du patriotisme* ». Pour Trotsky, ce ne sont là des méthodes et des principes d'une politique de classe mais des « *procédés de concurrence petite-bourgeoise* ».

Bien entendu, dit Trotsky, toute révolution est « *populaire* » et « *nationale* » au sens où elle rassemble autour de la classe ouvrière toutes les forces vives de la Nation. Mais cette « *description sociologique* » ne saurait tenir lieu de mot d'ordre d'action ? En tant que telle, c'est une « *fanfaronnade* » et du « *charlatanisme* », une « *concurrence de bazar aux fascistes, faite au prix d'une confusion qu'on sème dans la tête des ouvriers* ». Le mot d'ordre de la « *révolution populaire* » efface en effet les frontières idéologiques entre marxisme et fascisme, il réconcilie une partie des ouvriers et de la petite bourgeoisie avec l'idéologie du fascisme en leur permettant de croire qu'il n'est pas nécessaire de faire le choix puisque ici et là il s'agit de la révolution « *populaire* ».

Le crime de la bureaucratie stalinienne, écrit-il, est qu'avec le cours Scheringer elle se solidarise avec les éléments nationalistes, qu'elle identifie leurs voix à celle du parti, qu'elle se refuse à dénoncer leurs tendances nationalistes et militaristes, en faisant de la brochure profondément bourgeoise, réactionnaire, utopique et chauvine de Scheringer un nouvel évangile du prolétariat révolutionnaire. C'est un fait, conclut-il, que l'ancien ouvrier Thälmann fait tous les efforts pour ne pas être inférieur au comte Stenbock-Fermor. (11)

Trotsky ne nie pas l'existence en Allemagne d'une question nationale. Mais il conteste qu'il soit possible de bâtir une politique sur elle. Le 26 septembre 1930, il avait écrit que la déclaration du Comité central se réduisait finalement à dire que le prolétariat allemand, s'il prenait le pouvoir, déchirerait le parchemin de Versailles et ironisait : l'abrogation du traité de Versailles serait donc la plus haute conquête de la révolution prolétarienne ? (12) Moins d'un an plus tard, il conclut à nouveau son analyse de l'article de Thälmann inaugurant le tournant vers le plébiscite « *rouge* »:

« *Thälmann met au premier rang de ses conclusions l'idée que l'Allemagne est aujourd'hui un jouet entre les mains de l'Entente. Il s'agit donc avant tout de libération nationale* ».

Pour Trotsky, la question nationale est une question « *de second plan* ». La politique du parti communiste ne peut être déterminée par le fait que l'Allemagne soit un jouet entre les mains de l'Entente, mais par « *les intérêts du prolétariat allemand divisé* » devenu, parce que divisé, « *un jouet entre les mains de la bourgeoisie allemande* ». Il n'est pas question, sous prétexte de question nationale, de substituer l'union nationale à la lutte de classes. La politique des communistes doit au contraire en cette circonstance renouer avec le mot d'ordre de Liebknecht, « *l'ennemi le plus dangereux est dans notre propre pays* ». De toute façon, ajoute-t-il, la question nationale ne saurait trouver sa solution sur le mot d'ordre « *néгатif* », qui est aussi celui des nazis, d'abrogation du traité de Versailles. Elle exige une réponse positive dans un cadre international et ne saurait en aucun cas prendre la forme de la guerre contre l'Occident :

« La révolution n'est pas pour nous un moyen auxiliaire pour la guerre contre l'Occident, mais, au contraire, c'est un moyen pour éviter toutes les guerres, pour les rendre impossible à jamais. La « libération nationale » de l'Allemagne ne réside pas pour nous dans la guerre contre l'Occident mais dans la révolution prolétarienne qui embraserait et l'Europe centrale et l'Europe occidentale et la lierait avec l'Europe orientale sous la forme des Etats-unis socialistes d'Europe. »

Trotsky évoque le rôle de Staline. « *Staline se tait* », écrit-il, mais toute cette politique est inspirée par le maître du Kremlin :

« Staline a poussé le comité central allemand par l'intermédiaire de ses agents et lui-même s'est retiré prudemment en arrière »

Mais Trotsky est d'une grande prudence et n'explique pas les mobiles de Staline. Il les suggère cependant. Le 30 septembre 1930, il écrit qu'il est indispensable d'épurer le parti communiste allemand du poison du national-socialisme « *dont l'élément essentiel est la théorie du socialisme dans un seul pays* » (13) Le 25 août 1931, il reprend cette idée en écrivant que c'est la théorie « *véritablement russe* » du « *socialisme dans un seul pays* » qui amène inévitablement le développement de tendances « *social-patriotes* » dans les autres secteurs de l'Internationale communiste. (14)

Le troisième procès de Moscou et la politique étrangère russe

Le premier, Staline a levé le coin du voile. En 1938, se déroule le troisième procès de Moscou au cours duquel est dénoncé la prétendue trahison du maréchal Toukhatchevsky et du « *bloc des droitiers et des trotskystes* » au profit de l'Allemagne. Selon l'acte d'accusation, l'instruction et les aveux des accusés révélaient l'existence d'une collaboration ancienne entre Trotsky et la Reichswehr. C'est en juin 1920 qu'un contact aurait été établi entre Trotsky et le général von Seeckt par l'intermédiaire de Kopp. Durant l'hiver 1921-1922, des pourparlers, aboutissant à un accord formel, auraient eu lieu à Berlin entre Krestinsky et les généraux von Seeckt et Hanse. Krestinsky, sur l'ordre de Trotsky et avec la collaboration de Rosengolz, se serait engagé à aider la Reichswehr à créer des bases d'espionnage sur le territoire de l'Union soviétique, à obtenir des visas pour des espions, et à fournir des renseignements secrets sur les forces militaires aériennes de l'Union soviétique. De son côté le général von Seeckt se serait engagé à verser à Krestinsky 250 000 marks-or par an pour financer le travail trotskyste contre-révolutionnaire, paiement effectivement effectué à Moscou et parfois à Berlin. En 1926, la Reichswehr aurait parlé de rompre, mais la promesse faite par Trotsky d'accorder des concessions, en particulier minières, en cas de succès des trotskystes en U.R.S.S. aurait permis la poursuite de la collaboration. Entré en vigueur en 1923, l'accord aurait été respecté, avec une interruption passagère en 1929, jusqu'à l'automne 1930, date à laquelle Krestinsky quitta Berlin. La liaison aurait été assurée par Poutna, officier de l'Armée rouge, chargé de cette mission par Piatakov lors de son voyage à Berlin en 1931. En septembre 1933, Krestinsky, de passage à Berlin, aurait été contacté par Alfred Rosenberg désireux de conclure un accord secret avec les trotskystes moyennant

la cession de l'Ukraine. Trotsky se serait alors prononcé pour une collaboration avec le gouvernement allemand et non plus seulement avec la Reichswehr et aurait œuvré en faveur d'une attaque allemande contre l'U.R.S.S. dans le but de provoquer l'effondrement du gouvernement soviétique. En septembre 1933, Krestinsky aurait rencontré en secret Trotsky à Merano, en Italie, et le groupe de militants chargés de noyauter l'Armée rouge, Toukhatchevsky, Kork, Ouborevitch et Poutna se serait rallié à l'idée d'ouvrir le front en cas d'attaque allemande.

Devant cette accusation, Trotsky ne pouvait rester muet. Pour se défendre, il était contraint de rompre le silence qu'il s'était imposé sur les questions touchant à la politique militaire de l'U.R.S.S... Trotsky va dénoncer comme des faux grossiers quelques éléments ponctuels de l'accusation, (15) mais il confirme dans ses grandes lignes l'existence d'une réelle collaboration avec la Reichswehr, collaboration dont il avait effectivement eu la responsabilité en tant que commissaire du peuple à la guerre. Il précise seulement que cette collaboration n'était pas une collaboration entre les trotskystes et la Reichswehr dans le but de renverser le gouvernement soviétique, mais une collaboration entre la Reichswehr et le bureau soviétique et c'est parce qu'il s'agissait d'une collaboration secrète, et même ultra-secrète, que Staline pouvait maintenant tenter de lui en attribuer la responsabilité.

Trotsky précise en effet que, côté soviétique très peu d'hommes étaient au courant. Il avance même qu'un grand nombre des membres du Bureau politique de 1933 devaient ignorer cette collaboration:

« Dans les archives secrètes du commissariat à la guerre et du G.P.U. doivent être conservés des documents, dans lesquels il est fait, en termes très prudents et conspiratifs, des allusions à la collaboration avec la Reichswehr. Sauf pour peu de gens comme Staline, Molotov, Boukharine, Rykov, Rakovsky, Rosengolz, Iagoda et une dizaine d'individus au plus, le contenu de ces documents pourrait bien sembler « énigmatiques », non seulement au procureur Vychinsky qui, à cette époque, était dans le camp des blancs, mais aussi à quelques membres actuels du Bureau politique. » (16)

Trotsky explique que cette collaboration commença effectivement du temps où il était commissaire à la guerre. Staline, en tant que membre du Bureau politique, était au courant et cette politique se poursuivait sous la direction de ce dernier qui fut même l'un des partisans les plus acharnés, y compris après l'arrivée de Hitler au pouvoir.

Quand cette politique, tenue secrète de part et d'autre parce qu'elle se faisait en violation des dispositions du traité de Versailles, fut inaugurée sous sa direction, le gouvernement soviétique, explique Trotsky, recherchait une « *alliance défensive* » avec l'Allemagne contre l'Entente et la paix de Versailles. La social-démocratie jouait alors un rôle essentiel en Allemagne. Elle craignait Moscou et plaçait tous ses espoirs en Londres et Washington. Au contraire, la caste de la Reichswehr, en dépit de son hostilité au communisme, considérait comme nécessaire une collaboration militaire et diplomatique avec la République soviétique. Trotsky ne jugea pas nécessaire de s'étendre outre mesure sur les formes de collaboration. Il précisa cependant que l'Allemagne pouvait ainsi développer en Russie les équipements et la formation militaires interdits, tandis que la Russie profitait de l'avance de la technique militaire allemande. La collaboration concernait l'artillerie lourde, l'aviation et la guerre chimique. L'industrie militaire russe était « *ouverte aux expériences allemandes* »; des « *concessions* » étaient accordées en territoires soviétiques, en particulier au Konzern aéronautique Junker, impliquant la venue en U.R.S.S. de nombreux officiers allemands, tandis que les officiers de l'Armée rouge se rendaient en Allemagne. Trotsky ajoute que, sous sa direction, cette collaboration « *ne donna pas beaucoup de résultats* », essentiellement parce que les Allemands comme les Russes manquaient de capitaux, mais aussi en raison d'une méfiance mutuelle. Trotsky ne dit pas un mot en revanche de l'existence d'éventuelles visées stratégiques communes.

La collaboration germano-soviétique

Pour l'essentiel, la version donnée par Trotsky en 1938 a été confirmée par les recherches postérieures. (17) Il est clair cependant que Trotsky, en mettant l'accent sur les seuls aspects matériels, a considérablement réduit la portée stratégique et politique de cette collaboration entre la Reichswehr et la Russie soviétique née, après la première guerre mondiale et le traité de Versailles, de la rencontre des intérêts de l'armée allemande et de ceux de l'Etat soviétique.

Il s'agit d'une collaboration entre l'armée allemande et le gouvernement soviétique et non comme l'écrivent trop souvent les commentateurs occidentaux rejoignant curieusement sur ce point l'accusation stalinienne des procès de Moscou, d'une collaboration entre l'armée allemande et l'armée soviétique. La nuance est d'importance. Bien entendu, il s'agit essentiellement d'une collaboration militaire engageant les deux armées : mise au point d'armements, camps d'entraînements allemands en U.R.S.S., formation de personnels techniques et échange d'officiers au niveau le plus élevé impliquant des visées stratégiques communes. Mais, côté allemand, la Reichswehr agit de façon clandestine, non seulement envers les vainqueurs de Versailles, mais aussi envers son propre gouvernement. Quelques hommes politiques allemands étaient bien informés et couvraient les complexes opérations financières indispensables pour financer ces achats, mais il s'agissait bien d'une politique indépendante de l'Etat-major de l'armée allemande. Côté russe, en revanche, les opérations sont menées à l'initiative du bureau politique du P.C.U.S. et, à notre connaissance, rien à ce jour n'est venu étayer, de près ou de loin, la thèse centrale du procès de Moscou d'un jeu propre de l'armée russe et à plus forte raison d'un jeu propre mené en liaison avec Trotsky.

C'est le général von Seeckt qui, après la guerre, engage la Reichswehr dans une politique bien différente de celle de ses prédécesseurs, Ludendorff, von der Goltz et Hoffmann. Il renonce à la contre-révolution blanche contre le bolchevisme, accepte la République, refuse de marcher dans le putsch de Kapp et préconise résolument une alliance militaire avec l'U.R.S.S. qu'il ne considère pas comme contradictoire avec la lutte contre le communisme en Allemagne. Les premiers textes établissant avec certitude la nouvelle orientation de von Seeckt datent de février 1920. La thèse de von Seeckt est formulée on ne peut plus clairement. L'Allemagne doit regagner sa position de puissance mondiale. Elle ne peut le faire sans la restauration préalable d'un appareil militaire interdit par les vainqueurs. Elle doit le faire dans un contexte européen marqué par la domination de la France. Pour von Seeckt, ce sont les cartes de géographie et les rapports de forces qui dictent la politique à suivre. L'Allemagne ne peut reconquérir une position de grande puissance que par une alliance avec l'U.R.S.S. seule susceptible de faire contre-poids aux intérêts français et anglais. Il n'y a pas d'autre alternative : l'Allemagne a besoin d'une Russie forte, quel que soit son régime politique et la politique allemande serait la même envers une Russie dirigée par le Tzar, Koltchak ou Denikine. Le seul objectif stratégique est de retrouver avec la Russie une frontière commune et de faire disparaître les Etats construits par les vainqueurs de Versailles pour ériger un mur entre l'Allemagne et la Russie : Pologne, Lithuanie, Lettonie. La destruction de la Pologne, pilier du système continental français est une question vitale pour l'Allemagne dont l'objectif doit être de retrouver ses frontières de 1914.

Von Seeckt le répète en 1922 au moment où il se refuse à envisager, mais seulement pour des raisons d'opportunité, une action commune avec l'U.R.S.S. : l'existence de la Pologne est intolérable et incompatible avec la survie de l'Allemagne. Elle doit disparaître à travers ses propres faiblesses internes, grâce à la Russie et avec l'aide allemande. Encore en 1933, von Seeckt résumait ses conceptions dans une brochure : après avoir montré que la politique française consistait depuis des siècles à s'avancer à l'Est et par Pologne interposée, à contraindre indéfiniment l'Allemagne à faire face sur deux fronts, il conseillait aux responsables de la politique allemande de veiller en toutes circonstances à garder la liberté de leurs arrières que seule pouvait leur assurer une solide amitié avec la Russie.

Ainsi il est possible de dire que de 1920 à 1933 et même au-delà, c'est le dénominateur commun polonais beaucoup plus que la nécessité du réarmement allemand avec l'aide russe qui a été le mobile essentiel des chefs de la Reichswehr. La faiblesse de l'industrie russe, les difficultés à trouver des capitaux rendront en effet difficile la collaboration technique et ne permettront de réaliser que partiellement les nombreux projets engagés.

Tandis que la politique étrangère du gouvernement allemand se montre fluctuante, oscillant entre la politique de Rapallo et un rapprochement avec les vainqueurs marqué par l'entrée à la S.D.N., le traité de Locarno et la politique pro-occidentale de Stresemann, celle de la Reichswehr ne variera pas d'un pouce. Il est vrai que von Seeckt doit abandonner ses fonctions en 1926, départ qui est d'ailleurs l'occasion d'une attaque en règle des dirigeants social-démocrates contre la «*Reichswehrpolitik* », mais le témoignage du général von Hammerstein, associé depuis le début avec les généraux von Blomberg et von Schleicher à la collaboration secrète et responsable de sa poursuite de 1933 à 1934 est formel : la politique russe de von Seeckt a été poursuivie sans aucun changement après son départ. La Reichswehr est même parvenue à poursuivre cette politique après l'arrivée de Hitler au pouvoir. Pendant quelques mois, Hitler a, en effet, continué à faire confiance aux militaires, et il faut attendre le milieu de l'année 1933 pour que Hitler prenne l'initiative de mettre fin à la Reichswehrpolitik. (18)

La «*Reichswehrpolitik* » rencontrait celle de l'Union soviétique. La nouvelle Pologne menace encore plus la Russie que l'Allemagne. Au printemps 1920, Pilsudski a lancé ses troupes en direction de Kiev tandis que la France occupe Francfort. Le 16 août 1920, la contre-offensive de l'Année rouge est arrêtée devant Varsovie. En dépit des contacts déjà noués, (19) la faiblesse militaire de l'Armée rouge et l'inexistence de la Reichswehr ont interdit une conjonction des forces et montré qu'avant toute alliance stratégique, il fallait au préalable reconstruire les deux armées. En alignant leurs forces, l'Allemagne et la Russie pourraient alors tenter de desserrer l'étreinte de l'Entente et de mater l'arrogante Pologne. A nouveau en 1923, il est vraisemblable que seule la menace d'une intervention russe a paralysé la Pologne et l'a empêchée de profiter de l'occupation de la Ruhr par la France pour faire main basse sur la Haute-Silésie.

Si la collaboration secrète était soigneusement sauvegardée du côté russe, Lénine ne faisait pas mystère des mobiles qui l'inspiraient. Au 8^e congrès des soviets en décembre 1920, il explique que la bourgeoisie allemande est contrainte, en raison même du traité de Versailles, de rechercher l'alliance de la Russie. La politique étrangère de Lénine est essentiellement défensive. Il attache peu d'importance aux gains territoriaux mais se montre avant tout soucieux de nouer des liens économiques nécessaires au développement de l'industrie russe et, sur le plan stratégique, de dissocier le front des puissances capitalistes et de gagner du temps en attendant la révolution européenne et son avant-garde, la révolution allemande. Sur ce plan, il existe un accord total entre Lénine et Trotsky.

Il n'était, sans doute, pas toujours facile de concilier l'aide à la lutte révolutionnaire avec les accords entre Etats. C'est ainsi que, en 1923, le trafic de munitions avec la Reichswehr se poursuit alors que l'armée allemande est utilisée dans la répression de l'insurrection ouvrière. Les Russes sont réalistes : Il est clairement entendu que la révolution ne s'exporte pas à la pointe des baïonnettes. La cuisante expérience polonaise était sur cette question riche d'enseignements et, en 1923, Trotsky dut à nouveau rappeler cette règle et réaffirmer qu'il était hors de question que l'Union soviétique vienne militairement à l'aide de la révolution allemande. (20) Dans un pays avancé, expliqua-t-il, la révolution ne peut vaincre que si elle est capable de trouver sur le sol national des forces suffisantes. La prise en compte des intérêts de l'Etat soviétique n'impliquait pourtant encore nulle subordination de la lutte révolutionnaire aux intérêts diplomatiques et militaires de l'Union soviétique. C'est précisément ce qui change à partir des années 1924-1925.

Le K.P.D. et la politique étrangère soviétique

Seule l'ouverture des archives soviétiques permettra d'éclairer cette zone encore interdite de l'historiographie. Il faut pourtant noter l'existence de corrélations troublantes. Avec la subordination de plus en plus étroite du K.P.D. à Staline, les considérations de politique étrangère soviétique paraissent peser d'un poids de plus en plus lourd et la coïncidence entre la tactique du parti allemand et le jeu diplomatique soviétique ne peut être ignorée. (21)

Les communistes russes comme allemands n'avaient évidemment aucune raison de porter dans leur cœur la social-démocratie. Entre eux et les socialistes, la révolution avait tracé une ligne de sang. En Russie la social-démocratie avait affronté le pouvoir soviétique les armes à la main. En Allemagne la responsabilité des socialistes dans l'assassinat de Kart Liebknecht et Rosa Luxemburg était écrasante et la guerre civile était passée entre socialistes et communistes.

A ces considérations historiques et sentimentales venaient s'ajouter des éléments plus précis. De tous les partis allemands, la social-démocratie était la plus hostile à une collaboration avec la Russie. A plusieurs reprises, des députés socialistes, Hermann Müller en 1922, Scheidemann en 1926, dénoncent à la tribune du Reichstag la collaboration militaire de la Reichswehr et de l'Armée rouge (22) contraignant même les Soviétiques à mettre cette collaboration en veilleuse en 1927.

Le S.P.D. est le seul des partis allemands à avoir une politique franchement orientée vers l'Occident où dominant les partis membres de la II^e Internationale. Il appuie la réorientation de la politique allemande d'abandon de la résistance et de recherche d'un compromis avec les vainqueurs de Versailles, matérialisée par la politique de Stresemann, le traité de Locarno et les plans Dawes et Young.

Gustav Hilger qui occupe pendant vingt ans une position stratégiques à l'ambassade d'Allemagne à Moscou a rapporté combien la haine des Russes envers la social-démocratie était plus profonde que leur hostilité à la bourgeoisie ou à la réaction féodale et indiqué que le Kremlin travaillait dur à empêcher l'établissement d'un gouvernement socialiste en Allemagne. Tchitcherine et Litvinov discutaient même ouvertement avec les diplomates allemands de la nécessité de garder le S.P.D. hors des affaires publiques. (23)

Déjà en 1925 il est possible que l'intervention de Staline ait été déterminante dans la politique qui permit l'élection de Hindenburg à la présidence de la République. En tout cas Staline se réjouit de cette élection dans laquelle il voyait un signe de résistance de l'Allemagne aux puissances du traité de Versailles. (24) Il faut dire qu'à cette date les socialistes allemands, formellement dans l'opposition mais au pouvoir en Prusse, en liaison avec le bloc des gauches en France et les travaillistes anglais, défendaient l'idée d'un pacte de sécurité finalement signé à Locarno en octobre 1925.

Moscou mobilise toute ses ressources contre l'orientation occidentale de l'Allemagne défendue par la social-démocratie. Les efforts de sa diplomatie sont de peu d'effet et il est vraisemblable que le parti communiste allemand est mobilisé au service de cet objectif. Le congrès du Comintern de 1928 est suivi par une importante intervention de Moscou imposant au parti communiste allemand une lutte intransigeante contre la social-démocratie et une violente campagne nationaliste contre tout rapprochement avec les puissances occidentales et le plan Young contre lequel l'agitation se développe à l'automne 1929 et durant l'hiver.(25)En 1931, c'est à Moscou qu'est prise la décision délibérée de coopérer avec les nazis et le Casque d'Acier contrôlé par la Reichswehr dans le but d'expulser la social-démocratie du gouvernement de Prusse (26). Au même moment, le 24 juin 1931, est signé à Moscou un accord prolongeant le traité germano-russe de 1926 et la convention de 1929.

Au total le redoublement de violence du parti communiste allemand envers la social-démocratie et l'utilisation conjointe des thèmes nationalistes semblent bien s'inscrire dans la stratégie « *purement russe* » de Staline dont l'objectif est de maintenir et de renforcer l'alliance avec le puissant « *parti russe* » organisé en Allemagne autour de la Reichswehr et de certains secteurs de l'industrie lourde. Staline s'accroche à cette alliance parce qu'ils s'agit essentiellement d'un accord d'Etat-major dirigé contre la très réelle menace polonaise. Il reste que dans cette stratégie la réalité du danger nazi soit pour Staline un facteur de deuxième ou de troisième ordre. Staline est en effet persuadé que les chefs du « *parti russe* », les généraux von Blomberg, von Hammerstein, von Schleicher sauront contrôler les nazis et conservera vraisemblablement cette illusion plusieurs mois après l'arrivée de Hitler au pouvoir.

Trotsky : une politique étrangère alternative ?

On comprend facilement la réserve de Trotsky à l'égard de la collaboration secrète avec la Reichswehr. En plein accord avec Lénine, il avait été le maître d'œuvre de cette politique conduite par ses collaborateurs directs, Kopp, Rosengolz, Rakovsky.

Mais la menace nazie modifie profondément la disposition des forces. A la fin de l'année 1931, il estime nécessaire de « *sonner l'alarme* » devant les conséquences probables d'une telle éventualité. Elle signifierait, explique-t-il, l'extermination de l'élite du prolétariat allemand, la destruction de ses organisations, le naufrage de l'Internationale communiste dans un nouvel août 1914 et la guerre contre l'U.R.S.S.. Devant un tel danger, les combinaisons militaires et diplomatiques sont vaines. Seule une mobilisation générale peut sauver la situation. C'est à nouveau l'ancien chef de l'Armée rouge qui parle. Il s'adresse aux militants du parti communiste allemand, aux ouvriers social-démocrates et sans parti, mais pas seulement parce que l'enjeu dépasse, et de loin, la seule Allemagne. L'Allemagne n'est pas seulement l'Allemagne, écrit-il, elle est le cœur de l'Europe; Hitler n'est pas seulement Hitler mais un « *super-Wrangel* »

Ses propositions sont claires : la tentative des fascistes pour s'emparer du pouvoir doit entraîner une mobilisation de l'Armée rouge. Il revient sur cette question au printemps 1932 dans un entretien destiné au public américain mais plus encore aux responsables soviétiques et aux opposants à Staline qui tentent de s'organiser. Il insiste sur le caractère inéluctable d'une attaque allemande contre l'Union soviétique en cas de victoire des nazis et n'hésite pas à indiquer « *ce qu'il ferait* » à la place du gouvernement soviétique: dès l'annonce de l'arrivée au pouvoir de Hitler, persuadé qu'il se trouve en face d'une situation qui ne peut être dénouée que par la guerre, il signerait un ordre de mobilisation générale afin de ne pas laisser à Hitler le temps de s'établir, de se renforcer, de conclure des alliances, de recevoir les concours nécessaires et d'établir un plan d'attaques militaires, « *non seulement à l'Est mais à l'Ouest* ». Peu importe, ajoute-t-il, de savoir qui prendra formellement l'initiative du conflit armé puisqu'une guerre entre l'Etat hitlérien et l'Etat soviétique serait inévitable et à brève échéance.

Trotsky ne va pas plus loin, il ne dit pas un mot de la « *Reichswehr* » mais il est évident qu'il estime que cette politique n'est plus d'actualité et que la nécessité de préparer l'U.R.S.S. à la guerre impose la recherche d'autres alliances militaires. L'arrivée de Hitler au pouvoir ne peut que le conforter dans ses convictions. Pourtant au printemps 1933, il est bien isolé dans un tableau complètement irréal. A Berlin, la « *Reichswehrpolitik* » ne semble pas encore remise en cause. En mai, Hitler répète à l'ambassadeur von Dirksen son désir de poursuivre de bonnes relations avec la Russie à la condition que celle-ci ne s'immisce pas dans les affaires intérieures allemandes. A Berlin, von Dirksen a vu beaucoup de monde, Hindenburg, Göring, Goebbels, Frick. De retour à Moscou, il confie à ses collaborateurs que le gouvernement nazi est désireux de stabiliser ses relations avec la Russie. Sur l'autre front, Hitler joue une comédie pacifiste qui a l'oreille de l'Angleterre et isole la France. Trotsky met à nouveau en garde les dirigeants soviétiques mais aussi ceux des démocraties occidentales. Elles

auraient tort d'être rassurées par la modération de Hitler. S'il est vrai qu'il est avant tout désireux de marcher contre l'Union soviétique, il n'en demeure pas moins que « *les armes qui peuvent être employées contre l'Est peuvent tout aussi bien être employées contre l'Ouest* ».

Retour en U.R.S.S.?

Il faudra bien un jour reconnaître l'évidence encore absente des livres d'histoire. Seul, en son temps, Trotsky avait vu juste là où les dirigeants soviétiques comme occidentaux étaient aveugles. La politique qu'il préconisa dès 1931 sera celle que Staline sera contraint d'appliquer en catastrophe et au prix terrible de millions de morts quand les divisions allemandes déferleront dans les plaines d'Ukraine quelques mois seulement après la réalisation de la « *Reichswehrpolitik* » faisant disparaître la Pologne de la carte. Il faudra la défaite des démocraties occidentales et des années de peste brune pour qu'avec l'entrée en guerre des U.S.A. se réalise l'alliance stratégique contenue dans l'analyse de Trotsky dès 1931.

Trotsky prophète désarmé ? La formule est certes séduisante mais sa faiblesse tient à ces conceptions de l'histoire comme histoire du fait accompli. Il est probable en effet que quelques questions doivent être réexaminées, à commencer par celle-ci : le retour en U.R.S.S. de Trotsky relevait-il alors de la science-fiction ? Les pièces à verser au dossier ne sont pas encore très nombreuses mais elles ont pris une certaine épaisseur.

Nous avons la lettre secrète de Trotsky au B.P. du P.C.U.S. du 15 mars 1933 dans laquelle il exprime son intention sincère, devant l'ampleur du danger, de coopérer avec toutes les tendances. L'aurait-il écrite sans quelques bonnes raisons de penser qu'elle pouvait avoir un écho dans la direction soviétique ? Est-il possible de la réduire à une simple opération de propagande (27) Nous avons ensuite les diverses rumeurs qui courent en Europe, celle par exemple du journal allemand libéral *Vossische Zeitung* passé sous contrôle nazi qui évoque l'éventualité d'un retour en U.R.S.S. de Trotsky. La rumeur prend en tout cas une consistance suffisante pour que le grand journal parisien *Paris-soir* envoie le journaliste Georges Simenon à Prinkipo poser la question à Trotsky (28) : « *Des journaux ont prétendu que vous avez récemment reçu des émissaires de Moscou chargés de vous demander votre retour en Russie* ». G. Simenon se fait pressant : « *Vous reprendriez du service actif ? Il dit oui d'un mouvement de la tête* ». Fin juin 1933, c'est l'agence de presse soviétique Tass qui dément la rumeur, déclaration qui constitue sans doute indirectement une réponse aux questions allemandes quant à un éventuel tournant de la politique extérieure soviétique.

Ces différentes rumeurs montrent que la question du retour de Trotsky en U.R.S.S. était posée par Trotsky, mais aussi par Berlin et Moscou. Cette question a-t-elle été également posée à Paris ? Le dossier du visa accordé à Trotsky par le gouvernement Daladier est loin d'être clos. Ce qui est établi, c'est que Trotsky ne croyait pas en cette possibilité de la part du gouvernement français : « *Je puis à peine imaginer, écrit-il à son traducteur Parijanine, que le gouvernement français, surtout celui de ce moment, qui recherche l'unité de Staline, m'accorda le visa* ». (29) Le gouvernement français ne pouvait ignorer les rumeurs qui filtraient jusque dans la grande presse sur l'isolement de Staline et l'impact des articles de Trotsky sur les milieux dirigeants russes. Quelles sont les considérations politiques, s'il y en a eu, qui ont poussé le gouvernement du radical Daladier, homme de confiance de l'Etat-major français, à accorder ce visa ?

Enfin les deux pièces essentielles du dossier sont constituées par les découvertes de Pierre Broué sur le bloc des oppositions et ce que nous savons de l'assassinat de Kirov en décembre 1934. Pierre Broué a montré qu'un regroupement des oppositions face à Staline était en cours en U.R.S.S. en 1932 et que ce regroupement était en liaison clandestine avec Trotsky. (30)

Nous avons aussi beaucoup de raison de penser qu'en décembre 1934, Kirov a été assassiné par Staline alors qu'il venait de prendre contact avec Trotsky pour envisager les conditions de son retour en U.R.S.S. (31) Sans doute aucune de ces pièces n'est décisive, mais il en ressort cependant une hypothèse, celle d'une direction soviétique bien moins homogène que le tableau décrit par nombre de kremlinologues, où la tentation était grande de rappeler l'ancien dirigeant de l'Armée rouge et de réaliser l'union sacrée contre le danger nazi. Ces dirigeants ont fait plus qu'envisager cette solution, ils ont commencé à passer à l'acte et l'ont payé de leur vie. Il ne fait nul doute en tout cas que les prochaines années apporteront, vraisemblablement de Moscou même, de nouvelles pièces à ce dossier.

29. Au printemps 1933, devant la menace hitlérienne, le gouvernement français poursuit les efforts engagés dès 1932 devant la réalité du réarmement allemand en vue d'un rapprochement avec l'Union soviétique dont l'objectif premier, négatif, est de briser les liens unissant depuis Rapallo l'Allemagne à l'Union soviétique. A plus long terme il s'agissait de ressusciter devant la fragilité de la Pologne et avec la petite Entente l'ancien système de défense français reposant sur l'alliance franco-russe. Menacée en Orient, l'U.R.S.S. a accepté en 1932 un pacte franco-soviétique de non agression proposé par ici-rut. Pour la Russie il s'agissait surtout de sauvegarder la frontière occidentale afin de n'être pas menacé sur deux fronts.

Document :

Lettre du Comte Stenbock-Fermor à Trotsky

GroRheidorn. 166, près de Wunstorf (Hanovre)

chez Mme Wassmann

le 7.2.32

Cher camarade Trotsky,

C'est seulement avec du retard que votre brochure « *Contre le national-communisme* » a atterri entre mes mains. A différents endroits, et ceci en rapport avec Scheringer, vous parlez de moi. Comme il m'importe que vous ne vous fassiez pas une fausse idée de mon attitude, je me permets d'y revenir brièvement.

A la page 12 vous écrivez : « *Il est possible que Thälmann, l'ancien travailleur révolutionnaire, cherche autant que possible à ne pas se laisser distancer par le comte Stenbock-Fermor* ». Et à la page 14 : « *Les Scheringer et Stenbock - Fermor veulent bien considérer la cause communiste comme une suite directe de la guerre des Hohenzollern. Les victimes de la boucherie impérialiste la plus infâme continuent, selon eux, à être des héros, tombé pour la liberté du peuple allemand. Tout leur programme se résume à un désir de revanche...* » etc.

Vous vous trompez. Il est évident que je n'ai pas rejoint le prolétariat révolutionnaire dans le but de répandre des idées revanchardes. Ce furent des raisons d'ordre social qui m'y ont poussé. En tant que fils d'un propriétaire terrien balte, je me suis battu dans les pays baltes, alors âgé de 17 et 18 ans. En 1920, j'arrivai en Allemagne. Par manque d'argent, je fus obligé de me faire mineur. Pendant plus d'un an, je travaillai comme herscheur dans le bassin de la Ruhr. J'appris à mes dépens la misère du prolétariat et les méthodes brutales de l'exploitation capitaliste.

Depuis cette époque, j'ai des contacts étroits avec la classe ouvrière et ce furent ces contacts-là qui me firent découvrir les écrits révolutionnaires. Je lus Marx, Engels, Lénine et appris à connaître le marxisme.

L'aveu public de « *13 anciens officiers* » qui déclarèrent être du côté du prolétariat, à la suite du ralliement de Scheringer, me donna une raison pour prendre ouvertement position en matière politique. Il importait d'influencer, d'agir politiquement sur les classes moyennes et les milieux national-socialistes. Ce qui réussit entièrement.

Il va de soi que je suis l'ennemi de toute guerre impérialiste. La guerre mondiale est pour moi, ainsi que pour vous, une abjecte boucherie impérialiste. Ma position vis-à-vis de la guerre est celle d'un marxiste révolutionnaire. Je pourrais dire oui uniquement à une guerre qui voudrait **protéger la révolution**, ayant la seule défense d'une Allemagne prolétaire et révolutionnaire comme but, contre les attaques des états impérialistes et capitalistes.

Encore quelques mots au sujet de Scheringer. Vous citez des phrases, tirées de la brochure de Scheringer qui effectivement, paraissent encore extrêmement petit-bourgeois, non-marxiste, réactionnaire. Mais comment le cas Scheringer se présente-t-il ? Un officier qui a clairement vu les fondements contre-révolutionnaires du national-socialisme, trouve la voie qui le conduit à la classe ouvrière. Un tel homme n'est pas du jour au lendemain un marxiste formé. Il se trouve dans un processus de mutation, et ce qu'il dit pendant cette mutation ne devrait pas être regardé d'un œil trop critique.

Il est vrai que l'éditeur de la brochure a dû ajouter un commentaire. Une indication: cet homme s'est mis en route pour nous rejoindre, il n'est pas encore formé d'un point de vue idéologique, il est confus, un débutant encore. Il lui reste beaucoup à apprendre. Mais nous saluons en lui un honnête compagnon de lutte etc. On a omis de le faire, ce qui fut certainement une erreur.

Du reste, Scheringer a beaucoup appris depuis. Dans la forteresse et en prison, il avait le temps d'apprendre.

Mais ce qui importait pour le mouvement révolutionnaire n'étaient certainement pas les paroles de Scheringer, mais le fait de son évolution vers le prolétariat révolutionnaire... Pour nous, elle avait valeur de symbole : la pénétration de l'idée communiste dans les milieux jusqu'alors imperméables.

Pour cette seule raison, le parti a, par moments, mis Scheringer en avant. La pénétration des couches national-socialistes a été réussie dans une large mesure.

A ce groupe, je peux également avoir recours à ma propre expérience. Au cours de cette année, j'ai pris la parole lors de 120 rassemblements de masse, organisés par l'aide rouge (rote Hilfe), devant des ouvriers et des petits-bourgeois sur le thème : « *Le cheminement d'un officier de la Reichswehr vers le prolétariat révolutionnaire* ». J'ai eu l'occasion de constater la forte sympathie que les ouvriers montraient à l'égard de Scheringer, ainsi que l'impact politique produit sur les indifférents et les national-socialistes. Les dernières élections, d'ailleurs, ont également montré l'importance de cette propagande politique faite avec Scheringer. De nombreux national-socialistes ont commencé à comprendre quelque chose.

Quelle sont nos tâches en Allemagne pour préparer une situation révolutionnaire ? D'un côté il faut conquérir la majorité de la classe ouvrière, faire reculer l'influence réformiste très forte encore et de l'autre côté gagner des alliés.

Il est manifeste qu'en Allemagne le prolétariat seul ne peut effectuer la révolution. Elle ne se déroulera pas de manière purement prolétaire, mais revêtira obligatoirement le caractère d'un soulèvement populaire.

Lénine écrit à propos du « *Soulèvement en Irlande de 1918* »:

« *La révolution socialiste en Europe ne pourra être autre chose qu'un combat massivement suivi, mis en œuvre par tous les opprimés et mécontents. Une partie de la petite bourgeoisie et des ouvriers rétrogrades y participeront inévitablement. Sans une telle participation, une lutte des masses n'est pas possible, aucune révolution ne l'est, et, d'une manière toute aussi inévitable, ils amèneront dans le mouvement leurs préjugés, leurs phantasmes réactionnaires, leurs erreurs et leurs faiblesses. Mais ils attaqueront réellement le capital; et l'avant-garde de la révolution avancée qui exprime la vérité objective d'une lutte des masses multiple, hétéroclite, haute en couleurs, apparemment incohérente sauront la coordonner, la guider et prendre le pouvoir.., pour aboutir à la victoire du socialisme, une victoire qui ne pourra en aucun cas se « débarrasser » d'un coup de toute la gangue petite-bourgeoise.*

»

Ceci peut s'appliquer mot à mot aux circonstances allemandes. Il va de soi qu'en Allemagne la révolution fera incontestablement son chemin sous la direction de la classe ouvrière révolutionnaire, mais sans la participation de larges couches des classes moyennes déracinées et de la paysannerie. Gagner ces couches-là : voilà la mission des « *Scheringer* », une mission importante, sérieuse et historiquement nécessaire.

Pour conclure, je tiens à vous dire que je suis en train de lire votre « *Histoire de la Révolution Russe* » qui m'impressionne très fortement.

Je ne suis pas un de vos partisans politiques, car je défends la ligne générale du parti, mais je voudrais insister sur l'estime que j'éprouve vis-à-vis de vos réalisations historiques et sur l'admiration que je vous porte, même en tant qu'adversaire politique.

Avec mes salutations respectueuses.

Notes :

(1) Il ne s'agit pas d'un patriotisme russe mais d'un patriotisme envers un Etat que Trotsky considère, en dépit de sa profonde dégénérescence, comme un Etat « *ouvrier* » et une forme, sans doute la pire, de la dictature du prolétariat.

(2) Neumann, entré au B.P. du parti communiste allemand en 1928, incarne la nouvelle orientation ultra-gauche et nationaliste. Il se trouve, peut-être en raison de sa parfaite connaissance de la langue russe, dans l'intimité de Staline. Il a pris une part essentielle dans l'élimination, au compte de Staline, de l'équipe de Maslow et Ruth Fisher, liée à Zinoviev et peut être considéré comme l'éminence grise de la nouvelle direction du parti communiste allemand sous Ernst Thalmann.

(3) Voir Dupeux G. *National-Socialisme, stratégie communiste et dynamique conservatrice*, Paris 1979

(4) Scheringer est accusé d'avoir fait la propagande national-socialiste au sein de l'armée et d'avoir fomenté une action de haute trahison tendant à modifier la Constitution du Reich. Le général Groener, ministre de la Reichswehr et ami personnel de von Schleicher s'est engagé du côté des sanctions. Le

procès de Scheringer se déroule en septembre à Leipzig. Hitler, convoqué comme témoin, joue la comédie de la légalité. Le Président du tribunal prend acte que le témoin Hitler, depuis 1923, n'a jamais agi que d'une façon légale et qu'il ne « tolère » pas de subversion dans la Reichswehr. Pendant le procès, la foule de militant national-socialiste crie « Vive la Reichswehr national-socialiste », « Vive la révolution allemande ». Pour Scheringer, Hitler, en prêtant le serment de légalité, a trahi la cause de la révolution nationale. Voir J.P. Faye, *Langages totalitaires*, Paris, 1972.

(5)D rencontre aussi le général Reinhard, l'un des hommes forts des deux marches sur Berlin, celle de Noske et celle de Kapp, puis les chefs du Casque d'Acier, enfin les chefs S.A.

(6)Selon J.P. Faye, *Langages totalitaires*, p. 544, Goebbels était connu pour ses positions favorables à une alliance germano-russe. Le 1er octobre 1925 paraît le premier numéro de *NS Briefe* (Lettres nationales socialistes). Le second numéro publie sa « lettre à mon ami de la gauche », sous le titre « National-socialisme ou bolchevisme » où il écrit « vous et moi » nous nous combattons sans être réellement ennemis ». Le numéro 4 du journal publie un troisième article de Goebbels, sur le « problème russe » : c'est dans l'alliance avec une Russie « vraiment nationale et socialiste ». que nous reconnaissons « le commencement de notre propre affirmation nationale et socialiste ».

(7)J.P. Faye, *op. cit.* p. 420 36

(8)Dupeur, *op. cit.* p. 567

(9)Trotsky, *Ecrits, 1948-1940*, T. 3, Paris 1959, p. 59-84

(10)En 1919, Laufenberg, ancien socialiste d'inspiration lassalienne, anti-militariste proche de Liebknecht pendant la guerre, rallié au communisme, président du Conseil municipal de Hambourg durant la révolution de 1918 et partisan acharné des conseils qu'il oppose au parti, commence à développer une ligne ultra-nationaliste qualifiée de « National-bolcheviste », de transformation de la révolution en « guerre révolutionnaire ». Il se déclare partisan d'une reprise de la guerre à l'Ouest contre le traité de Versailles en commençant par une offensive à l'Est afin d'opérer la jonction avec l'Armée rouge. En même temps, il abandonne toute référence « de classe », place au centre de son vocabulaire le mot « Volk », explique qu'il est nécessaire, pour la guerre, d'unir tout le peuple et noue finalement des contacts avec les milieux nationalistes.

Thalhenner et Radek engageant la polémique contre le groupe de Hambourg. Dans sa lettre ouverte au Congrès de Heidelberg qui exclut Laufenberg à la mi-octobre 1919, Radek, de sa prison, affirme que, s'il est envisageable pour le parti communiste d'avoir, à certaines conditions, des contacts avec les officiers « loyalement nationaux », il ne saurait en revanche y avoir de place dans ses rangs pour une tendance qui, sous le masque du radicalisme communiste, « transforme la politique étrangère en une politique nationale » et place les intérêts de la Nation au-dessus de celui des classes, une nouvelle version de l'union sacrée dont il ne peut rien sortir si ce n'est la naissance d'un « parti nationaliste révolutionnaire petit-bourgeois ». En mai 1920, Lénine, dans *La maladie infantile du communisme*, s'en prend à son tour aux « absurdités criantes » du « bolchevisme national » de Laufenberg et autres, qui « en vient à préconiser un bloc avec la bourgeoisie allemande pour reprendre la guerre contre l'Entente dans le cadre actuel de la révolution prolétarienne internationale ». Lénine précisait que la question nationale ne saurait être érigée en absolu. Fixer comme tâche première la libération à l'égard du traité de Versailles est du « nationalisme petit-bourgeois ». L'objectif est le renversement de la bourgeoisie dans « tout grand Etat européen », renversement qui serait un tel avantage pour la révolution internationale que l'on « pourrait et devrait consentir — si besoin était — à proroger l'existence de la paix de Versailles ». Pour Lénine comme pour Radek, il n'était pas question de s'engager dans une politique d'aventures militaires contre le traité de Versailles et encore moins d'abandonner pour ce

faire la lutte des classes. Nul doute que Trotsky partageait alors cette appréciation. Cette critique du national-bolchevisme faisait partie intégrante du patrimoine du parti communiste allemand qui s'était précisément constitué en rupture avec les « *gauchiste* » du K.A.P.D. dont Laufenberg était devenu l'un des dirigeants. Dix ans après, c'est cette critique que Trotsky retourne contre la direction du parti communiste allemand qui fait sienne une politique qui ressemble par bien des aspects à celle prônée par Laufenberg en 1919.

(11)A la suite de ce texte le Comte Stenbock-Fermor écrivit à Trotsky la lettre suivante qui montre que Trotsky avait du Comte Stenbock-Ferrnor une appréciation manifestement erronée. Voir cette lettre en fin d'article page 49, note 11 a.

(12)Trotsky, « Le tournant de l'I.C. et la situation en Allemagne », 26 septembre 1930. *Ecrits*, T. II.

(13)Trotsky, « *Le tournant de l'Internationale Communiste et la situation en Allemagne* », 26 sept. 1930, *Ecrits*, T.. III.

(14)Trotsky, « Contre le National-communisme », 25 août 1931, *Écrits*, T. 111

(15). Il démontra qu'il n'avait pas eu la possibilité matérielle de rencontre Krestinsky en Italie en 1933, il affirma qu'il n'y avait pas eu de rencontre entre Sedov et Rozengolz à Karlsbad en 1933 et que lui-même n'avait plus revu le maréchal Toukhatchevsky depuis 1925. Voir Léon Trotsky, 8 mars 1938, *Œuvres* 16, p. 282. La préparation du procès avait coïncidé avec une période d'évanouissement des espoirs de Moscou dans le Front populaire et le bloc des puissances démocratiques.

(16)Trotsky, 3 mars 1931. *Œuvres* 16, p. 241

(17)Ces recherches s'appuient essentiellement sur les Papiers du général von Seeckt, chef de la Reichswehr de mars 1920 à octobre 1926. Von Seeckt a été l'inspirateur de la politique pro-soviétique de l'armée allemande, politique poursuivie sans changements notables après l'éviction du général von Seeckt. Les matériaux des services secrets français et polonais analysés par Castellan apportent d'utiles compléments. Le bilan de la recherche est établi par F.L. Carsten dans *Suryey*, octobre 1962, vol. 19, « *The Reichswehr and the Red Army* ».

18. A la fin du mois d'avril 1933, l'ambassadeur soviétique Khintchouk est reçu par Göring, puis par Hitler qui lui déclare qu'il n'y a rien de changé dans les relations entre les deux pays, voir en particulier Jacques Grunenwald, « *L'évolution des relations germano-soviétiques de 1933 à 1936* » dans *Les relations germano-soviétiques de 1933 d 1939*, Paris, 1954, pp. 7-42.

(19)Selon Can, *The Bolshevik Revolution*, p. 324, un texte non publié de Reibnitz écrit vers 1940, communiqué à Can par Gustav luger, Reibnitz aurait négocié avec Radek et Kopp pour que dès que l'armée rouge serait entré à Varsovie, les corps francs allemands s'avancent en Prusse de l'Est jusqu'à l'ancienne frontière allemande. Selon les confessions de Krestinsky au troisième procès de Moscou, von Seekt était alors en relation avec Kopp en juillet 1920.

Cf. également la lettre d'Enver Pacha à von Seeckt du 26 août 1920: « *J'ai parlé avec le personnage vraiment important de Trotsky. Il y a ici un parti qui possède une véritable force, et Trotsky qui en est membre, souhaite une entente avec l'Allemagne. Le parti serait prêt à reconnaître l'ancienne frontière allemande de 1914. Pour aider les Russes, on peut lever une armée de volontaires ou provoquer une insurrection, soit dans le Corridor, soit à un endroit approprié.* »

(20)Léon Trotsky, 30 septembre 1923 « *Conversation avec le sénateur américain king* », *Izvestia*, 30 septembre 1923 : « *Nous n'intervenons pas dans les guerres civiles étrangères, c'est bien clair: nous ne pourrions intervenir qu'en déclarant la guerre à la Pologne. Mais nous ne voulons pas la guerre. Nous*

ne cachons pas notre sympathie pour la classe ouvrière allemande dans sa lutte héroïque pour sa libération. Pour être plus précis et plus franc, je dirais : si nous pouvions donner la victoire à la révolution allemande sans courir le risque d'entrer en guerre, nous ferions tout notre possible. Mais nous ne voulons pas la guerre, La guerre ferait tort à la révolution allemande. Seule est capable de vivre la révolution qui réussit par ses propres forces, surtout quand c'est un grand pays qui est en jeu ».

(21) Il est difficile sur ce point d'accepter l'explication de Fernando Claudin dans *La crise du mouvement communiste*, Paris 1972, I, p. 189, il note fort justement que l'aveuglement de l'Internationale communiste face à la progression hitlérienne ne peut s'expliquer « simplement » par une accumulation d'erreurs comme l'a prétendu Dimitrov au VI^e congrès de l'I.C. pour conclure qu'il s'agit en fait d'un mal profond : « *L'atrophie des facultés théoriques, la bureaucratisation des facultés organisationnelles, le monolithisme stérilisant, la subordination inconditionnelle aux manœuvres de la camarilla stalinienne* ».

Ces facteurs sont loin d'être négligeables mais il faut reconnaître que les « manœuvres de la camarilla stalinienne » possèdent une logique qui ne relève pas de la seule atrophie par ailleurs incontestable de ses facultés théoriques. Thomas Weingartner, *Stalin und der Aufstieg Hitlers*, Berlin, 1970, pense que les considérations de politique étrangères russe ont pesé d'un poids essentiel.

(22) Carr, E.H., *The Bolshevik Revolution*, p. 435

(23) Laqueur Walter, *Russia and Germania*, Londres, 1965, pp. 135-136. Il faut ajouter que c'est au Ve congrès de l'I.C. que la distinction faite au IV^e entre fascisme et démocratie bourgeoise est estompée. Les thèses du Ve congrès affirment que « *plus la société bourgeoise se décompose, et plus tous les partis bourgeois, surtout la social-démocratie, prennent un caractère plus ou moins fasciste* ». C'est peu après le Ve congrès que Staline approfondit encore les formules de Zinoviev sur la social-démocratie et le fascisme : « *Objectivement la social-démocratie constitue l'aile modérée du fascisme* » (Staline, Œuvres, tome 6, pp. 296-299). Il faut remarquer que Trotsky date de 1928 la théorie du social-fascisme alors que les premiers éléments sont incontestablement plus précoces

(24) Staline, *Œuvres* 7, p. 100

(25) Voir Beloff, *The Foreign Policy of Soviet Russia 1829-1941*, p. 62

(26) C'est sans doute pour couvrir cette politique que la *Pravda* publiait le 2 juillet 1931 un faux « *prouvant* » que Trotsky était l'allié de Pilsudski et le défenseur du traité de Versailles contre l'U.R.S.S. et l'Allemagne. Voir Trotsky, *Œuvres* 16, p. 285.

(27) C'est sans doute pour couvrir cette politique que la *Pravda* publiait le 2 juillet 1931 un faux « *prouvant* » que Trotsky était l'allié de Pilsudski et le défenseur du traité de Versailles contre l'U.R.S.S. et l'Allemagne. Voir Trotsky, *Œuvres* 16, p. 285

(28) Léon Trotsky, entretien avec Georges Simenon Lacassin (Francis) et Sigaux (Gilbert). *Simenon*, Paris, 1973, pp. 309-320.

(29) Cf. Pierre Broué, « Trotsky et le bloc des oppositions », in *Cahiers Léon Trotsky*, n° 5, 1980, pp. 5-38 et Pierre Broué, « *Regroupement contre Staline en U.R.S.S.* », *Trotsky*, 1988, pp. 700-712

(30) Cf. Jean P. Joubert, « *L'affaire Kirov commence en 1934* », in *Cahiers Léon Trotsky*, n° 20, décembre 1984, pp. 79-93.